Séance du 10 octobre 2024

L'an deux mille vingt quatre, le dix du mois d'octobre, le Conseil Municipal de la Commune de SAINT SATURNIN DU LIMET, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie 7, rue Principale, sous la présidence de Monsieur BEDOUET Gérard, Maire.

Étaient présents : BEDOUET Gérard, MADIOT Isabelle, DUTHEIL Olivier, HOGRET Yoann, GOHIER Arnaud, HESNAUX Delphine, CORMIER Catherine, RICHARD Mickaël, CHABOT Freddy, MOISY Stéphane, CELLIER Lydia.

Absents et excusés : ROGER Steve, BODIER Robert, JANITOR Angéline.
M. Mickaël RICHARD est élu secrétaire de séance.

Ordre du jour

- Rénovation ancien commerce : Remise de pénalités
- Adhésion aux contrats collectifs de prévoyance
- Fusion des Ehpad de St Saturnin, Ballots, Méral et Cossé-le-Vivien
- Droit de préemption urbain
- Restitution du plan de gestion du Parc des Hunaudières
- Compte rendu de la commission « Aménagement du Parc »
- Divers

APPROBATION du PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 5 septembre 2024. Monsieur le Maire fait lecture du Procès-verbal de la séance du 5 septembre 2024 et le soumet à l'approbation des membres du Conseil. Aucune objection n'ayant été formulée, ce dernier est approuvé à l'unanimité.

Marché Rénovation ancien commerce : Renonciation à l'application de pénalités de retard – N°2024-41

Monsieur le Maire explique que l'ordre de service n°1 prévoyait une date de début de chantier semaine 27 de l'année 2023 avec un délai d'exécution des travaux de 10 mois (hors congés). Cependant, les travaux n'ont réellement commencé que la semaine 36 soit début septembre. Le décalage du début des travaux et la non réactualisation du planning ont eu une incidence sur les dates d'intervention des entreprises, qui n'ont pu, de ce fait, respecter les délais impartis.

En conséquence, il est proposé au conseil municipal de ne pas faire application des pénalités de retard pour l'ensemble des lots concernés pour le marché de rénovation de l'ancien commerce.

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code de la commande publique,

Le conseil municipal après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- Décide de ne pas faire application des pénalités de retard pour l'ensemble des lots des marchés de rénovation de l'ancien commerce
- Autorise le maire à signer tout document relatif à ce dossier

Protection sociale complémentaire – Conventions de participation pour la couverture du risque prévoyance des agents - N°2024-42

EXPOSÉ

Dans le souci d'assurer une couverture de prévoyance de qualité aux agents à effet du 1^{er} janvier 2025, le conseil municipal, par délibération du 28 mars 2024 après avis du CST du 15 mars 2024 a donné mandat au Centre de gestion de la Mayenne, membre du groupement de commandes constitué des 5 Centres de Gestion de la région des Pays de la Loire, pour l'organisation, la conduite et l'animation du dialogue social au niveau régional en vertu des dispositions de l'accord collectif national du 11 juillet 2023 portant réforme de la Protection Sociale Complémentaire dans la Fonction Publique Territoriale, ainsi que pour la réalisation d'une mise en concurrence visant à la sélection d'un ou plusieurs organismes d'assurance et la conclusion de conventions de participation pour la couverture du risque Prévoyance des agents à effet du 1^{er} janvier 2025.

Ainsi, les Centres de gestion et les organisations syndicales ont :

- engagé un processus de négociation qui a abouti à un accord collectif régional en date du 9 juillet 2024,
- lancé une consultation au niveau régional pour être en mesure de proposer aux employeurs publics territoriaux l'adhésion à des conventions de participation et la souscription aux contrats d'assurance collectifs, de prévoyance complémentaire à compter du 1er janvier 2025, adossés à celles-ci.

Cette mutualisation des risques, organisée au niveau régional, permet de garantir aux personnels des employeurs publics territoriaux :

- l'accès à des garanties collectives sans considération notamment de l'âge, de l'état de santé, du sexe ou de la catégorie professionnelle ;
- un niveau de couverture adéquat reposant sur les garanties les plus pertinentes compte-tenu des besoins sociaux et des contraintes économiques des employeurs publics concernés ;
- le bénéfice de taux de cotisations négociés et maintenus pendant 3 ans.

Le Maire précise qu'afin de pouvoir adhérer définitivement à ce dispositif de protection des agents, il convient de :

- Choisir un niveau de couverture à adhésion obligatoire pour l'ensemble des agents garantissant les risques Incapacité Temporaire de Travail et Invalidité à hauteur de 90 ou **95 %** des revenus nets des agents (TBI, NBI et RI) ;
- Définir la participation en tant qu'employeur, cette participation ne pouvant pas être inférieure à 50 % du montant de la cotisation acquittée par les agents au titre du régime de base à adhésion obligatoire retenu.

DÉLIBÉRÉ

Vu l'article 40 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code général de la fonction publique, et notamment les articles L.452-11, L. 221-1 à L. 227-4 et L. 827-1 à L. 827-12 ;

Vu le Code de la commande publique et notamment ses articles L.2113-6 à L.2113-8 ;

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu la circulaire N°RDFB 1220789 C du 25 mai 2012 relative à la participation des collectivités territoriales et des établissements publics à la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu l'ordonnance 2021-174 du 17 février 2021 relative à la négociation et aux accords collectifs dans la fonction publique ;

Vu l'ordonnance 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique ;

Vu le décret 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

Vu l'accord collectif national du 11 juillet 2023 portant réforme de la Protection Sociale Complémentaire dans la Fonction Publique Territoriale ;

Vu le schéma régional de coopération, mutualisation et spécialisation adopté par délibérations concordantes des cinq centres de gestion des Pays de la Loire et signé le 26 septembre 2022 ;

Vu la délibération le conseil municipal en date de 28 mars 2024 donnant mandat au mandat au Centre de gestion de Loire-Atlantique, coordonnateur du groupement de commandes constitué des 5 Centres de Gestion de la région des Pays de la Loire, pour l'organisation, la conduite et l'animation du dialogue social au niveau régional et pour la réalisation d'une mise en concurrence visant à la sélection d'un ou plusieurs organismes d'assurance et la conclusion de conventions de participation pour la couverture du risque Prévoyance.

Vu l'accord collectif régional du 9 juillet 2024 relatif aux régimes de prévoyance complémentaires, à adhésion obligatoire, du personnel des Centres de Gestion des Pays de la Loire et des employeurs publics territoriaux ayant formalisé l'un de ces régimes.

Vu l'accord collectif départemental du 6 septembre 2024 instituant un régime de prévoyance complémentaire, à adhésion obligatoire, au bénéfice de l'ensemble du personnel.

Vu l'avis favorable du CST départemental du CDG 53 en date du 25 septembre 2024,

Après discussion, l'assemblée décide de :

- **Adhérer à la convention de participation pour la couverture du risque prévoyance et au contrat collectif à adhésion obligatoire afférent au bénéfice de l'ensemble des agents de la commune de SAINT SATURNIN DU LIMET ;**
- **Souscrire la garantie de base à adhésion obligatoire à hauteur de 95 % du revenu net des agents en cas d'Incapacité Temporaire de Travail ou d'Invalidité à effet du 1^{er} janvier 2025 ;**
- **Participer financièrement à la cotisation des agents à hauteur de 60 % de la cotisation acquittée par les agents**
- Autoriser le maire à signer toutes pièces afférentes à ce dossier

Création de l'EHPAD public intercommunal « Les résidences du Pays de Craon » par fusion des Ehpads « La Closeraie », « Victoire Brielle », « Ambroise Paré » et « Letort-La-Chevronnaie » - N°2024-43

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L.6131-1, L.6131-2, L.6131-4 et L.6141-7-1,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment ses articles L.312-7, L313-1-1, R.315-9 et R315-16,

VU l'ordonnance n° 2017-47 du 19 janvier 2017 précisant la procédure de fusion des établissements publics de santé et modifiant le code de la santé publique,

VU la Délibération du Conseil d'administration du 23 septembre 2024 de l'EHPAD La Closeraie de Ballots,
VU la Délibération du Conseil d'administration du 16 septembre 2024 de la Résidence Ambroise Paré de Cossé-le-Vivien,
VU la Délibération du Conseil d'administration du 26 septembre 2024 de la Résidence Victoire Brielle de Méral,
VU la Délibération du Conseil d'administration du 25 septembre 2024 de l'EHPAD Letort-la-Chevronnais de Saint-Saturnin-du-Limet,

CONSIDÉRANT les explications présentées en séance par Monsieur le Maire sur les intérêts communs à la fusion des EHPAD La Closeraie (Ballots), Ambroise Paré (Cossé-le-Vivien), Victoire Brielle (Méral) et Letort-la-Chevronnais (Saint-Saturnin-du-Limet),

VU le protocole d'accord sur la gouvernance et le fonctionnement de l'EHPAD public intercommunal à créer, tel que présenté à l'assemblée,

CONSIDÉRANT que les délibérations des conseils d'administration des EHPAD et des conseils municipaux des communes doivent être rédigés en termes identiques,

L'exposé ayant été entendu,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

APPROUVE le principe de fusion des EHPAD La Closeraie (Ballots), Ambroise Paré (Cossé-le-Vivien), Victoire Brielle (Méral) et Letort-la-Chevronnais (Saint-Saturnin-du-Limet) à compter du 1er janvier 2025,

APPROUVE la création de l'établissement public intercommunal d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD), dénommé « Les Résidences du Pays de Craon », à partir du 1er janvier 2025, création issue de la fusion des EHPAD La Closeraie (FINESS juridique : 530000421, géographique: 530002302), Ambroise Paré (FINESS juridique : 530000454, géographique: 530002336) et Letort-la-Chevronnais (FINESS juridique : 530000579, géographique: 530002450), au sein de l'EHPAD Victoire Brielle (FINESS juridique : 530000520, géographique: 530002401) ET par la modification des statuts de l'EHPAD Victoire BRIEL visant à une évolution de cet EHPAD public de ressort communal en un EHPAD public de ressort intercommunal.

PRÉCISE que le nouvel EHPAD public autonome « Les Résidences du Pays de Craon » est rattaché aux communes de Ballots, Cossé-le-Vivien, Méral et Saint-Saturnin-du-Limet,

PRÉCISE que l'entité gestionnaire sera renommée « Les Résidences du Pays de Craon », le siège transféré dans les locaux de l'actuel EHPAD « la Closeraie » et les statuts de l'EHPAD modifié, pour renouvellement des membres du Conseil d'administration, afin d'y assurer une représentation égalitaire des quatre communes de rattachement.

PREND ACTE de la suppression des trois établissements fusionnés et du transfert intégral des autorisations, des actifs et des passifs, des patrimoines (biens meubles et immeubles du domaine public et privé) et des droits et obligations à l'égard des tiers des EHPAD visés précédemment à l'EHPAD public Victoire Brielle (FINESS juridique : 530000520, géographique: 530002401).

AUTORISE Monsieur le Maire à signer le protocole d'accord sur la gouvernance et le fonctionnement de l'EHPAD public intercommunal « Les Résidences du Pays de Craon », tel que présenté à l'assemblée, et toutes pièces consécutives à cette décision.

Droit de préemption urbain - N°2024-44

Considérant la délibération en date du 27 février 2014 instituant un droit de préemption sur les zones urbaines et à urbaniser du Plan Local d'Urbanisme approuvé le 27 février 2014,

Considérant la déclaration d'intention d'aliéner établi par Me Anne-Laure GROSSEGEORGE, notaire à Ombree D'Anjou (49), 1, rue du Général Leclerc, Pouancé, reçu le 10 septembre 2024 concernant la vente des parcelles cadastrée section C n° 122 et 123,

Le conseil municipal, après délibération, ne souhaite pas faire valoir son droit de préemption sur la vente des dites parcelles.

Restitution du plan de gestion du Parc des Hunaudières

Monsieur le maire donne un compte rendu de la réunion qui s'est tenue le 24 septembre dernier avec les membres du syndicat du Bassin de l'Oudon, du conseil départemental représenté par Mme FORET et du bureau Hydro-concept représenté par M. CHOUINARD.

M. CHOUINARD a présenté les différents objectifs du plan de gestion en reprenant les enjeux du site, dont voici la liste :

- Préserver la diversité floristique du site
- Maintenir des milieux de prairies
- Maintenir des habitats favorables à l'Agrion de Mercure et aux autres odonates, au Campagnol amphibie et à la reproduction des amphibiens
- Développer les outils pédagogiques et garder les capacités d'accueil du public

Les données récoltées sur la faune et la flore présentes sur le site ont fait l'objet également d'une restitution.

M. CHOUINARD a ensuite abordé la gestion menée actuellement sur le site, à savoir la mise en place d'un pâturage extensif. Il en sort que la gestion actuelle est adaptée au site et la commune valide le bon travail mené en 2023 et 2024.

A l'évocation des deux mares présentes sur le site, la commune a validé le fait que la mare amont a un niveau fluctuant et a averti sur la prolifération de joncs sur celle-ci, tandis que la mare en aval à un niveau constant et ne présente pas de problème de fermeture.

En outre, la commune a souligné la nécessité de vite se pencher sur la prolifération des jeunes ligneux et sur l'atterrissement de la mare amont. Finalement, le plan de gestion présenterait un coût total de 39 700 € pour 5 ans, soit une moyenne d'environ 8000 €/an, dont 5520 € d'écopâturage par an. Sur ce dernier point, la commune doit revoir le montant de la prestation avec le berger aujourd'hui en charge de la gestion.

Mme FORET a présenté ce qu'était un Espace Naturel Sensible et fait un point sur le processus de sélection. Un site est noté sur 5 critères qui sont les suivants :

- L'intérêt écologique, paysager et géologique du site
- L'ouverture au public
 - La mise en place d'une gestion
- La maîtrise foncière
- Le statut juridique (présence de ZNIEFF, Natura 2000, etc)

Il sera demandé au conseil municipal de délibérer sur l'adhésion ENS après accord du conseil départemental. Celui-ci pourra alors prendre en charge 50 % du coût de l'entretien.

Perspective de restauration du ruisseau de la Ridelais en amont du Parc des Hunaudières

M. ROINE a exposé le projet du Syndicat du Bassin de l'Oudon de restaurer le cours d'eau de la Ridelais à partir du pont de la Rue Principale jusqu'à la station d'épuration. Pour se faire, le diagnostic du site effectué par le CAUE 53 a été repris pour mettre en évidence l'intérêt de rétablir la connexion entre la route et le parc des Hunaudières. Ainsi, le projet consisterait à reméandrer une partie du cours d'eau, à supprimer la haie en thuya coupant la vue sur le site ou encore créer un cheminement pour relier le parc de jeux au parc des Hunaudières, situés de part et d'autre de la Rue Principale. L'objectif serait de mener ces travaux à l'été 2025 sous réserve de l'acquisition des parcelles par la commune.

Le conseil municipal autorise le maire à faire une proposition d'achat pour environ 3 hectares à la maison de retraite Letort la Chevronnais.

Compte rendu de la commission « Aménagement du bourg »

Monsieur le maire donne un compte rendu de la commission Aménagement du Bourg qui s'est réuni le samedi 14 septembre. Il a été demandé à Mayenne Ingénierie de nous faire un devis pour une pré-étude de ce projet. Le conseil autorise le maire à valider le devis dès réception qui s'élèvera à environ 2 000 €.

Divers

- Journée Citoyenne du 19 octobre : Cette journée est annulée (pas assez d'inscriptions).

- Date de la prochaine réunion : 14 novembre 2024